

24 / 0151

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRÊTÉ TEMPORAIRE Permission de voirie Occupation du domaine public N°149-151 avenue de la République

N/Réf. 84/GH/DD/YL/VT

Le Maire de la Commune de Montgeron,
Conseillère régionale d'Ile de France,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de voirie routière,
Vu l'état des lieux

Considérant la demande de **l'entreprise TPSM** dont le siège social est situé 70 avenue Blaise Pascal – 77554 MOISSY CRAMAYEL CEDEX, d'occuper le domaine public afin d'effectuer la dépose d'un poteau béton au droit des N°149-151 avenue de la République à Montgeron,
Considérant la nécessité de prendre des mesures pour garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

- Article 1 **L'entreprise TPSM pour le compte d'ENEDIS**, est autorisée à travailler sur le domaine public afin d'effectuer la dépose d'un poteau béton à l'angle des N°149-151 avenue de la République à Montgeron.
Les travaux s'effectueront sur trottoir. Le stationnement sera neutralisé au droit du chantier.
- Article 2 **Les travaux se dérouleront le lundi 18 mars au vendredi 5 avril 2024 de 9h00 à 13h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le présent arrêté devra être affiché 48 heures à l'avance sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne doit être utilisé pour son affichage.
- Article 4 La permission de voirie est accordée à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux conditions suivantes : une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place conformément à la réglementation en vigueur, le balisage, si besoin est, devra être réalisé à l'aide de dispositifs de type GBA plastique, des panneaux lumineux de type B21 devront renforcer la signalisation. Le pétitionnaire est avisé qu'il engage entièrement sa responsabilité quant aux précautions à prendre pour assurer la sécurité des passants.
- Article 5 Ampliation du présent arrêté sera transmise :
- A Monsieur le Commissaire de Police
 - A la Police Municipale
- Article 6 Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la Commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Montgeron le, 11 MARS 2024


Sylvie CARULLON
Maire de Montgeron
Conseillère régionale d'Ile-de-France

